Document généré le 31 juil. 2024 08:25

Nouveaux Cahiers du socialisme

Décoloniser le « nous » de la gauche souverainiste

Rosa Pires

Numéro 15, hiver 2016

URI : https://id.erudit.org/iderudit/80896ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)
1918-4670 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Pires, R. (2016). Décoloniser le « nous » de la gauche souverainiste. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (15), 224–227.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2016

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Décoloniser le « nous » de la gauche souverainiste

Rosa Pires[1]

Vivre comme féministe, antiraciste, souverainiste et de gauche est un projet difficile ! Rares ont été les mouvements d'émancipation nationale qui ont pris l'expérience des femmes comme un point de départ pour voir comment la souveraineté populaire peut opérer sur les personnes et comment elle peut enlever « les chaînes » de la domination idéologique et matérielle. Il faudrait peut-être l'essayer.

Dialogue de sourds

La gauche a longtemps parlé de classes sociales en omettant que la division du travail a un sexe (on a qu'à penser au travail domestique des femmes). Malgré les luttes pour son intégration dans la sphère publique, la catégorie universelle de classe ouvrière ignorait ce travail en le maintenant dans la sphère privée. Aussi, pour appréhender les réalités citoyennes de manière plus multidimensionnelle, il faut non seulement regarder de plus près les angles morts laissés par les traditions de la gauche, mais aussi cesser de confondre l'ouverture à l'« autre » avec la charité, voire la tolérance. À elle seule, la classe sociale ne peut tenir comme seul gage d'émancipation citoyenne, elle a besoin d'intersectionnalité[2].

Le racisme et l'hétérosexisme sont des bêtes bien trop intelligentes pour ne pas savoir s'adapter à leur époque. Avec l'arrivée du néolibéralisme, l'expulsion de l'« autre » emprunte divers visages, dont celui de l'islamophobie. La méritocratie reproduit les mêmes formes de hiérarchisation, peu importe la nature de discrimination exercée. Des femmes comme Lise Payette, qui ont

1 Le texte est extrait d'une intervention prononcée à l'université populaire des NCS en août 2015.

2 Selon le concept d'intersectionnalité, « les modèles classiques d'oppression (classe, race, sexe, etc.) n'agissent pas indépendamment l'un de l'autre, mais forment un système d'oppression où ces multiples ensembles de discrimination se chevauchent et s'influencent ». Kimberley Crenshaw, *On Intersectionality. The Essential Writings,* New York, New Press, 2015.

pourtant lutté toute leur vie contre le patriarcat « canadien-français » et qui ont fait faire des pas de géant au féminisme québécois, en sont venues à défendre un « nous féministe », selon lequel il faut se dissoudre dans les valeurs de la « majorité » pour pouvoir bénéficier de l'universalité du système public. Dans ce « nous féministe », seules les détentrices de « civilisation » peuvent concourir à être de « vraies » Québécoises et c'est l'absence de signes religieux ostentatoires qui est devenue le nouveau baromètre de cette québécitude.

Lorsque les États, maris, imams ou curés, comme des nationalo-féministes, se comportent comme les propriétaires du corps des femmes racisées ou portant le hijab, soit en parlant en leur nom, soit en voulant les sauver, voire même à les exclure de la fonction publique québécoise parce qu'elles portent des signes ostentatoires, c'est que les moyens d'appropriation du corps des femmes sont encore à l'œuvre. Cette fois, ce ne sont pas les corps des femmes noires que l'on érotise pour assouvir le désir des propriétaires, mais ceux des femmes religieuses de qui on exige d'enlever le voile pour que la nation puisse se les approprier. Partir de cet ancrage pour constituer des politiques publiques est non seulement indigne de toute gauche souverainiste, mais entretient des rapports de pouvoir entre majoritaires et minoritaires qui, loin d'être uniquement de nature idéologique, ont des répercussions matérielles.

Quotidiennement, celles que l'on a jadis désignées comme des Québécoises issues de l'immigration sont aujourd'hui traitées comme des immigrantes, des « brunes sans nom » qui ne cadrent plus avec un « nous » blanc, francophone et héréditaire. Certains intellectuels qui s'autoproclament de la « majorité historique » à qui l'on offre des tribunes populistes ont envahi l'imaginaire collectif pour s'assurer de la reproduction du métarécit de la nation héritée, en se souciant peu des répercussions sur la vie des immigrants et des immigrantes, de leurs enfants, voire des quatrièmes générations issues de l'immigration. Il y a à peine vingt ans, dire que les immigrants contribuaient au développement politique, économique et social du Québec n'était rien d'exceptionnel, mais révélait une certaine volonté de renforcer le « vivre-ensemble ». Or, les discriminations fondées sur les origines et le sexe ne s'avèrent pas temporaires ou isolées, même si elles sont plus virulentes quand on les légitimise ouvertement, notamment durant des périodes que l'on peut qualifier d'« identitaires » (après le référendum de 1995, lors des débats entourant les « accommodements raisonnables » et la « Charte des valeurs »). De nos jours, la majorité de droite comme de gauche ressort quotidiennement son drapeau et rappelle aux filles d'immigrants, même nées ici, qu'elles ne sont pas tout à fait à leur place[3].

Le piège

Déjà au XIX[e] siècle, W. E. B. Dubois, un philosophe américain que l'on gagnerait à faire connaître au Québec, avait compris que la « ligne de couleur »

3 Dalila Awada, « Je ne veux pas être tolérée », *La Presse*, 18 février 2012, ou encore Rima Elkouri, « OK, je retourne dans mon pays ! », *La Presse,* 20 mars 2012.

s'adaptait à chaque époque en promulguant de l'exceptionnel dans l'objectif de maintenir les hiérarchies. Depuis quelques années, cette ligne s'est déplacée, passant du biologique au culturel comme marqueur de la civilisation, puis aux discours du « choc des civilisations ». Des communautés deviennent inassimilables, voire « insolubles dans la culture nationale ». Une forme de compétition se traduit en une lutte d'accès à la « bonne » culture et à la « bonne » civilisation, plus insidieusement à la « bonne » race.

Quand nous réfléchissons au « nous » québécois en termes de « majorité historique », les procédés permettant de hiérarchiser les pouvoirs entre majoritaires et minoritaires apparaissent clairement. Le corps de « référence » » est canadien-français à l'origine et tout le reste, peu importe la sauce proposée, a l'obligation de s'y greffer. L'identité canadienne-française y est présentée comme statique, immuable, et toute tentative de mobilité la ramène à sa condition de nation fragile. Une fragilité dont elle se réclame, mais qu'elle ne sait pas encore reconnaître à l'« autre ». Pourtant comme disait récemment Gardy Fury, un artiste québécois d'origine haïtienne, « l'histoire de l'autre, c'est aussi ta propre histoire ».

Quant aux théoriciens du multiculturalisme et de l'interculturalisme qui animent les débats sur la diversité au Québec et au Canada, ils encouragent la dichotomie nous/eux, voire nous/elles. C'est une approche plus civique certes, mais non moins néolibérale, qui laisse en marge une quantité considérable de citoyens et de citoyennes du « nous ». Considérées depuis trop longtemps comme des « problèmes »[4], les Québécoises de deuxième génération issues de l'immigration, par exemple, ne sont pas mises à contribution dans la production des savoirs où elles se positionnent comme des traits d'union. Des milliers d'entre nous, disons les « non-Canadiens français de souche », sont ainsi ignorés, effacés des théories de l'imaginaire politique, mais aussi des écrans culturels qui sont les producteurs du « nous » québécois.

Vivre ensemble ?

C'est une chanson connue que de revenir sur les taux de chômage des communautés noires et maghrébines au Québec. Moins connu est le fait que la plupart des personnes qui œuvrent comme agents recruteurs dans le champ des ressources humaines sont enclines à engager des Québécoises et des Québécois issus de la majorité[5]. Et puis, à ceux qui applaudissent le fait que les instances publiques sont celles qui exercent le moins de discrimination à l'embauche, il faut rappeler que lorsqu'on saccage l'État social, il n'y a plus d'embauches et que les premières à partir sont souvent celles qu'on a embauchées en dernier.

4 Dany Laferrière disait que « lorsqu'on parle des voyous de Montréal-Nord, on dit qu'ils sont Haïtiens. Lorsqu'on parle de moi, on dit que je suis un grand Québécois ! Or je ne serais Québécois que lorsque ces voyous le seront tout autant que moi ! »

5 Paul Eid, *Mesurer la discrimination à l'embauche subie par les minorités racisées : résultats d'un « testing » mené dans le Grand Montréal,* Montréal, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, 2012.

Ces répercussions sont loin d'être seulement idéologiques. Ce qui m'interpelle, c'est de savoir si les idéologues « de la majorité historique » pensent vraiment que le « nous québécois » pourra se construire en demandant à des milliers de Québécois et de Québécoises de rejeter l'histoire de leurs parents et de leurs grands-parents afin de maintenir intact leur propre récit national. Pensent-ils vraiment que la richesse de ce pays ne revient qu'à eux et à leurs héritiers ?

La réflexion sur l'émancipation nationale québécoise est étroitement liée au processus de construction du « nous ». Ce manque d'imaginaire se comporte comme si le métissage de nos identités et de nos histoires n'avait jamais eu lieu. Le « nous-autres » échappe non seulement à la réflexion collective d'un avenir du bien commun, mais ignore volontairement des savoirs découlant de Québécoises et de Québécois qui ont pour vocation d'être des passerelles entre les communautés et les cultures. Qui sait si, en écoutant ces filles d'immigrants, le « vivre-ensemble » québécois pourrait rompre des chaînes et mener à de nouveaux horizons ? Au Québec, c'est un appel à composer avec d'autres imaginaires et d'autres formes de reconnaissance que lancent quotidiennement les immigrantes et leurs descendantes depuis maintenant plus d'un siècle. « Nous sommes tous des immigrants, certains plus lointains que d'autres », disait René Lévesque.

Le défi pour Québec solidaire

Le projet de Québec solidaire ne peut échapper à ces réflexions. En proposant à toutes les citoyennes et tous les citoyens de participer à l'élaboration d'un nouveau « contrat social » ou de ce que l'on nomme la *Constituante*, il faudra non seulement prendre le temps de décoloniser ce « nous », mais également démontrer que les rapports de pouvoir peuvent être réellement transversaux. Québec solidaire devra s'assurer que sa propre maison continue de relever le défi de la parité homme-femme, mais aussi celui d'une plus grande diversité des « savoirs », même quand ces savoirs dérangent le « nous » du camp majoritaire.

Cela exige des remises en question profondes. D'abord, il faut se départir du récit des « deux peuples fondateurs », des « deux solitudes » et de la « loi sur les Indiens ». Nous savons que le tracé des frontières politiques et économiques a eu lieu sous le signe de l'esclavage et de génocides. Dans un deuxième temps, il faut mettre en œuvre des politiques de reconnaissance qui provoquent le déplacement de la « ligne de couleur » maintenant matériellement l'autre dans la pauvreté. En somme, le partage de la richesse proposé par la gauche ne saurait être réel sans une prise de conscience de la majorité. Il faut se regarder dans le miroir et assumer ses responsabilités, notamment par rapport au génocide honteux qui se poursuit par le biais de l'assassinat de milliers de femmes autochtones. D'autre part, il faut accepter l'idée que les personnes qui déposent leurs valises au Québec puissent contribuer à le bâtir par leur travail, mais aussi par leurs savoirs. Combien de fois n'ai-je pas entendu cette phrase : « Toi, tu ne peux pas comprendre, tu ne viens pas d'ici ».